

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mai 2015

**LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015**

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- Une bonne nutrition est une condition préalable à une vie saine et productive; la malnutrition sous toutes ses formes impose des coûts élevés de développement économique, social et humain aux individus, aux ménages, aux communautés et aux pays.
- L'amélioration de la nutrition exige des politiques multisectorielles et des stratégies soutenues par une coordination efficace et des mécanismes de responsabilisation, ainsi qu'une capacité de transformer les cibles liées à la nutrition en actions et impacts.
- Le secteur alimentaire et agricole joue un rôle primordial pour améliorer l'alimentation des personnes en garantissant une plus grande disponibilité, accessibilité et consommation d'aliments variés, nutritifs, sains et conformes aux recommandations diététiques et à la viabilité environnementale.
- La contribution des systèmes alimentaires et agricoles peut être renforcée en établissant des objectifs explicites de nutrition, en améliorant l'équité et le ciblage, en tenant compte de la problématique homme-femme et de la viabilité environnementale.

Nutrition

Aperçu

La malnutrition sous toutes ses formes – la sous-nutrition, les carences en micronutriments, l'obésité et les maladies non-transmissibles liées à l'alimentation – impose des coûts économiques et sociaux trop élevés aux pays. C'est l'un des obstacles majeurs pour le développement humain et national. La malnutrition affecte négativement la croissance physique ainsi que le développement cognitif des enfants non encore nés et les jeunes, ce qui compromet les capacités et les capacités des individus et des communautés.

Selon les estimations les plus récentes de la FAO, au moins 10.9 pour cent de la population mondiale, soit 795 millions de personnes, vont se coucher en ayant faim ou souffrent de sous-alimentation en termes d'apport énergétique; un peu plus d'une personne sur neuf ne reçoit pas assez de nourriture pour maintenir une vie active.

Ces chiffres ne représentent qu'une partie de la charge mondiale de la malnutrition. On estime que 27 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard (trop petits pour leur âge) en raison d'une sous-alimentation chronique. Deux milliards de personnes souffrent d'une ou plusieurs carences en micronutriments ou de la «faim cachée». Dans le même temps, 1,4 milliard de personnes sont en surpoids, dont 500 millions sont obèses.

Les coûts économiques et sociaux de la malnutrition envers l'économie mondiale sont très élevés. La perte de productivité et les dépenses de soins de santé directs peuvent représenter autant que cinq pour cent du produit intérieur brut (PIB), équivalent à 3 500 milliards USD par an.

Principaux enjeux

Les causes directes de la dénutrition sont complexes et multidimensionnelles. Elles incluent la disponibilité et l'accès insuffisants à une alimentation saine, diversifiée et nutritive ; le manque d'accès à l'eau potable, le manque d'hygiène et les soins de santé inadéquats ; et les pratiques inadéquates d'alimentation des enfants.

Les tendances dans les économies et les sociétés modifient la manière dont les gens produisent, transforment, se procurent et consomment les aliments. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire sont en train de changer de bien des façons. Les changements dans les activités et les habitudes alimentaires, en particulier dans les pays en développement, ont contribué à la «transition nutritionnelle» dans laquelle les pays sont à la fois confrontés à la hausse des niveaux d'obésité liés à la consommation excessive, tout en continuant à traiter les problèmes de malnutrition (la sous-alimentation énergétique alimentaire et les carences en micronutriments).

Il n'est pas rare de voir la dénutrition coexister avec l'obésité dans le même pays, au niveau du ménage ou de l'individu ; cette situation se réfère aux multiples charges de la malnutrition et indique clairement l'échec en ce qui concerne l'acquisition de bons aliments pour ceux qui en ont besoin et quand ils en ont besoin.

Les questions de qualité et de sécurité alimentaire constituent un autre grand défi pour une alimentation saine. Pour de nombreux pays en développement, les systèmes nationaux de contrôle des denrées alimentaires ne sont pas adéquats - l'infrastructure est faible, les lois et réglementations alimentaires ne sont pas à jour, et la capacité institutionnelle pour appliquer les règles est insuffisante.

Que faut-il faire?

Ces causes multidimensionnelles nécessitent des actions intégrées dans tous les secteurs pour relever le défi de la malnutrition. Une meilleure cohérence politique et des politiques, l'alignement, la coordination et la coopération entre l'alimentation, l'agriculture, la santé et d'autres secteurs sont nécessaires pour améliorer l'alimentation mondiale. Des exemples réussis de politiques intégrées portant sur la nutrition sont disponibles et peuvent inspirer de nouveaux progrès.

L'éradication de la malnutrition et ses coûts sociaux et économiques associés doivent commencer avec les systèmes agricoles et alimentaires. Le rôle de l'agriculture dans la production alimentaire, la création de revenus et le soutien des moyens de subsistance est fondamental, et son rôle direct dans l'amélioration de la nutrition mérite une plus grande attention en matière de politiques. La durabilité est au centre du programme de nutrition,

car nous devons assurer la sécurité alimentaire et une bonne nutrition pour tous, aujourd'hui et demain. Pour être efficace dans l'amélioration de la nutrition, les programmes et les politiques alimentaires et agricoles doivent intégrer les objectifs et les indicateurs de nutrition, renforcer la coordination avec d'autres secteurs, être sensibles aux rôles du genre, en particulier ceux des femmes en matière de nutrition des ménages et santé des enfants.

Pour assurer la sécurité alimentaire et la qualité, les normes internationales doivent être promues. Les pays devraient renforcer les moyens nécessaires pour assurer un approvisionnement adéquat en nourriture saine et de bonne qualité. Toutefois, les objectifs de qualité et de sécurité alimentaire ne peuvent être réalisés que si les stratégies, dans des cadres juridiques adéquats, sont pris en charge par les régimes d'investissement.

Les systèmes alimentaires - les ressources, l'environnement, les personnes, les institutions et les processus avec lesquels les aliments sont produits, transformés, stockés, distribués, préparés et consommés - déterminent la quantité ainsi que la qualité de l'offre des denrées alimentaires en termes de contenu nutritionnel, de diversité et de sécurité. L'agriculture au sens large (soit la production végétale et animale, la pêche et la sylviculture) et l'eau potable sont à la base des systèmes alimentaires.

Les programmes de protection sociale, associés à l'éducation nutritionnelle et visant à promouvoir la diversification des moyens de subsistance et les régimes alimentaires, peuvent faciliter l'accès aux services de base et jouer un rôle clé dans l'amélioration des résultats en matière de nutrition. Le consommateur doit avoir la possibilité d'exiger des aliments sains et nutritifs.

Au cours des dernières années, l'attention fut davantage portée sur les multiples charges de malnutrition, avec des initiatives nationales et internationales pour relever le défi (par exemple, avec l'émergence de la première campagne des 1 000 Jours et le Mouvement SUN - Renforcement de la nutrition). Le lancement du Panel Mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition peut également recentrer l'attention sur les possibilités de maximiser la contribution des systèmes agricoles et alimentaires afin d'améliorer la nutrition. La Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (ICN2), du 19 au 21 novembre 2014 à la FAO, a gardé les projecteurs braqués sur la nutrition en adoptant la Déclaration de Rome sur la nutrition et en identifiant les priorités en matière de coopération internationale pour les années à venir. Le programme de développement pour l'après-2015 présente une réelle opportunité de faire une différence dans la lutte contre la malnutrition.